



COMMUNIQUÉ :

UN BUDGET 2027 INADMISSIBLE !

Le gouvernement a présenté hier son projet de loi de Finances pour 2027. Dans la droite ligne des budgets précédents, c'est à nouveau l'austérité à tous les étages et la poursuite d'une politique menée depuis 2017, qui a créé un système où les plus fortuné-es s'enrichissent au détriment de l'intérêt général.

Les grandes entreprises et les plus riches toujours épargnés, pas de réforme des niches fiscales, gel de prestations sociales (aides au logement, allocations familiales, prime d'activité...), gel de pensions et retraites...

DES SERVICES PUBLICS TOUJOURS SACRIFIÉS



Le nombre de fonctionnaires de l'État et de ses opérateurs **baissera au total de 1 076** en 2027, selon le projet de loi de Finances (PLF) pour 2027. Même si, les créations s'établissent à 6 816 emplois à temps plein (ETP), principalement au ministère de l'Éducation nationale (+3 257 ETP), au ministère des Armées et des Anciens combattants (+2 090 ETP), au ministère de l'Intérieur (+1 381 ETP) et au ministère de la Justice (+1 301 ETP).

Comme depuis 25 ans, ces hausses d'emplois dans ces ministères auront donc pour conséquence de nouvelles suppressions d'emplois dans les ministères économiques et financiers.

Lors d'une présentation du PLF 2027 aux organisations syndicales, la secrétaire générale du Ministère l'a confirmé ce matin : 277 suppressions d'emplois déclinées :

- 176 à la DGFIP
- 40 à l'INSEE
- 11 à la CCRF
- 11 à la DGE
- 9 à la DGT
- 6 CGEIET, Autorité de la concurrence, ARCEP
- 10 à la DGAFF
- 14 au CISIRH et la DITP

Seules les Douanes, verront la création de 200 postes dans le cadre du plan Douanes 2030, que les collègues ont obtenu par leur lutte acharnée.

Mais les ministères verront aussi leurs moyens réduits : hors défense (+ 6,4 milliards), leurs crédits sont gelés en valeur par rapport à 2026 ; Pour Bercy, l'effort sera concentré sur l'Aide Publique au Développement et les régimes de transports terrestres : l'aide publique au développement déjà à l'os, est rabotée de 400 millions.

C'EST INACCEPTABLE !

Pourtant, nos missions (fiscales, financières, douanières, statistiques, domaniales, contrôle des prix) sont des tâches essentielles et permettent de faire face aux enjeux économiques, financiers et fiscaux. Elles sont indispensables au bon fonctionnement de la société, au bien être, à la sécurité des citoyennes et citoyens et aux financements des besoins, en premier lieu les services publics.

La lutte contre les fraudes (fiscales, économiques, commerciales), le contrôle des prix nécessitent des moyens humains, matériels et organisationnels à la hauteur. Les réformes et restructurations incessantes doivent prendre fin : que nos dirigeants nous foutent la paix et nous laissent travailler !



INTERVENTION DE LA CGT LORS DE LA PRÉSENTATION MINISTÉRIELLE



GLOBALEMENT, LA CGT NE PARTAGE PAS L'ENTHOUSIASME DE LA PRÉSENTATION.

C'est un budget dangereux, irresponsable, injuste et d'une violence inouïe. Il ne répond pas aux besoins et ne résout même pas le prétendu problème de déficit.

Surtout dans la situation sociale inédite que nous connaissons (inflation, environnement, pouvoir d'achat... Des millions de travailleurs doivent choisir entre faire le plein ou remplir leur frigo. Pas de budget pour l'Education Nationale, les lycées ! Budget de guerre !

C'est un budget d'austérité, injuste, pas d'efforts partagés, pas de réponses aux besoins de la société, des services publics, des personnels, des agents de notre champs. Le gouvernement, au lieu de bloquer les prix, au lieu d'augmenter les salaires, fait les poches des travailleurs, taxe les malades, les retraités, les familles, les locataires, les familles pour mieux épargner les milliardaires, les actionnaires, les grands groupes qui font des milliards de bénéfices et distribuent des milliards de dividendes. Il comprend des mesures qui sont des provocations dans la période (jeunesse...)

Il n'y a aucune mesure de justice fiscale et sociale. Il faut mettre à l'ordre du jour la justice sociale et la justice fiscale. C'est tout l'inverse que fait ce gouvernement !

Cela ne répond pas du tout aux besoins. Il ne faut pas «comparer» au budget de l'an passé, mais est ce que le Budget répond aux besoins de politiques publiques ? C'est un budget de guerre, des milliards encore pour l'armement !

Par ailleurs, contrairement à ce qui est dit, cette politique ne règle même pas le sujet des déficits, et on reste sous la coupe des marchés

Les chiffres sont à vérifier et analyser finement, les documents gouvernementaux ne sont même pas précis (une petite erreur de 4 emplois dans le tableau fournis à la conférence de presse), avec LOLF on mélange BOP, missions, programmes... + l'insincérité des budgets initiaux avec les annulations, gels et surgels... Par ailleurs, instabilité politique et parlementaire, on ne sait même pas si les éléments présentés se retrouveront à la fin, il y a déjà eu des reculs par rapport à la présentation hier (grâce à la mobilisation de la jeunesse) !

Pour les MEF, les effets d'annonces ne cache pas la situation catastrophique et la non-réponse aux besoins réels. La SG dit «ça s'améliore» car on perd moins que les années précédentes. NON ! Au mieux, ça se dégrade moins vite ! Mais les effets se cumulent depuis 20 ans !

Cela ne répond toujours pas aux besoins ! Ni aux annonces gouvernementales prétendant faire des contrôles, des financements d'avenir et de la réponse aux usagers une priorité !

Pour la CGT, 4 sujets d'attention (et on regarde en cumulé). Et ce n'est pas bon du tout :

- **EMPLOIS.** - 77 ETP annoncé mais ça cache des disparités et surtout il y a l'effet loupe de la création de + 200 ETP cette année aux Douanes, qu'ils ont gagnés par leur lutte. Mais il y a - 176 pour FIP, - 40 pour l'INSEE, - 11 pour la CCRF... Certes ça peut être moins que les réductions des années passées (- 176 à FIP au lieu des - 500 et quelques des années précédentes ! Mais ce sont toujours des réductions (même pas une «pause» comme le demandait à minima l'intersyndicale FIP), on est toujours à l'os des missions, et c'est largement gagé par une destruction toujours en cours d'implantation et des règles de gestion. Enfin, il y a des attaques globales comme le budget de l'APD qui tue l'AFD et cette politique ! Enfin, il faut aussi regarder les statuts précis des «ETP» annoncés !
- **SALAIRES.** ça cause niveau Fonction publique en ce moment même. C'est inadmissible la situation faite aux agents et collègues !
- **MISSIONS.** Nos missions sont au cœur de la situation sociale, économique et environnementale. Le budget n'y répond absolument pas
- **CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL.** Sur l'immobilier on regardera, mais c'est sûr qu'avec les suppressions de centaines d'implantation notamment à la DGFIP, on va faire des économies de réfections de bâtiments. Sur l'informatique et l'IA, c'est encore la solution à tous les problèmes ! Et en pratique NON. Sur l'Action sociale, tant ministérielle qu'interministérielle, on nous annonce des chiffres qui paraissent moins pire que prévu. A suivre. C'est essentiel pour les agents. Enfin, rien comme éléments sur la possibilité de promotions, avancements ...

Les personnels sont en colère contre les conditions faites aux services publics, aux missions, à leurs conditions de travail. Ils n'en peuvent plus de ne plus vivre dignement de leur travail. Ils l'ont exprimé le 29 septembre, mais plus largement ils l'expriment de diverses manières dans les services. La CGT continuera à mobiliser pour qu'enfin, à l'image des Douanes qui ont gagné des avancées, les personnels de Bercy et du secteur semi public économique et financier soient considérés et respectés.

TOUJOURS LES MÊMES RECETTES ! TOUJOURS PAS DE CONTRIBUTIONS À HAUTEUR DE SES MOYENS !



Ce dernier budget de la Macronie s'entête toujours à chercher un quelconque ruissellement dans la politique dite de l'offre.

À l'heure où la dette et le déficit public sont au cœur des débats, le gouvernement s'obstine à maintenir les baisses massives de prélèvements obligatoires accordées aux entreprises et aux ménages les plus

riches.

L'Insee le démontre : depuis 2017, les dépenses publiques sont restées stables, elles s'élevaient à 57,7 % du PIB en 2017 et reviennent en 2025 sous ce niveau, à 57,3 % du PIB. En revanche, les prélèvements obligatoires ont chuté de 54,3 % à 52,2 % du PIB, creusant le déficit de 3,4 % à 5,1 % du PIB.

Les grandes entreprises et les plus riches toujours épargnés

La rémunération des actionnaires du CAC 40 a encore battu un record en 2025, pourtant la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises sera réduite (- 2 milliards de moins qu'en 2026).

Malgré de nombreux rapports contestant l'efficacité de certains dispositifs (crédit impôt recherche [CIR], pacte Dutreil...) et les peu d'impact sur les investissements, le gouvernement les maintient.

Pour les ultrariches, leur seule contribution spécifique à ce budget austéritaire se fera via la contribution

différentielle sur les hauts revenus (CDHR), créée en 2025, et qui ne devrait rapporter que 600 millions d'euros en 2027. Une contribution très faible vu son assiette restreinte et facilement optimisable (via des transferts dans les holdings).

Pire, le gouvernement prévoit une nouvelle mesure pour les plus aisés avec un allègement de l'imposition sur les donations familiales (augmentation du plafond d'exonération, suppression de la progressivité du taux de taxation).



Extrême droite : l'arnaque du siècle !

Aujourd'hui, le silence de l'extrême-droite sur ce PLF 2027 est assourdissant, mais pas étonnant : le rassemblement national se positionne systématiquement contre les hausses d'impôts et de taxation des plus haut patrimoine. Ainsi, la suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans serait un cadeau énorme pour les plus riches qui ont les plus hauts revenus et n'apporterait rien aux jeunes les plus précaires aux revenus les plus faibles.

De même, l'extrême droite s'oppose au rétablissement de l'ISF, à l'augmentation de la flat tax (et encore moins à sa suppression, pour une imposition au barème de l'impôt sur le revenu).

Elle vote systématiquement contre les contributions exceptionnelles sur les plus hauts revenus et propose au contraire de supprimer les cotisations sociales et les contributions des entreprises.

Une autre trajectoire budgétaire est pourtant possible, fondée sur la justice fiscale, une autre conception du financement des politiques publiques et du crédit, et l'investissement dans le monde du travail.

La CGT Finances revendique la fin des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages les plus riches, leur mise à contribution pour renforcer la justice sociale et fiscale, et défend un État qui investit dans les services publics et les secteurs d'avenir.

OUI UN AUTRE BUDGET EST POSSIBLE !

Retrouver notre document de synthèse sur nos propositions :

<https://www.cgtfinances.fr/economie/fiscalite/article/un-autre-budget-est-possible>

